



C'est l'heure où la crise sanitaire fait toujours plus de ravages, où le gouvernement n'apparaît responsable que devant les actionnaires, et où le personnel de la santé se retrouve encore aux prises avec le virus sans moyen, malgré la solidarité de la population.

Il est donc plus qu'urgent de mettre la focale sur les conditions de travail dans la santé, les mobilisations et les réactions qui s'en suivent. Pour celles et ceux qui ont applaudi les soignants, pour tout le personnel de la santé révolté par la situation sanitaire et pour tous ceux qui voudraient voir les travailleurs relever la tête, l'Antidote Anticapitaliste, réalisé par des militants du NPA-L'Étincelle, se propose de poser une focale anticapitaliste sur la crise sanitaire et de se faire l'écho des luttes actuelles.

N'hésitons pas à faire tourner cet hebdomadaire à tous les potentiels intéressés et concernés !

OÙ EST LA VIOLENCE DANS LA SOCIÉTÉ ?

La vague de contestation et de colère soulevée par la loi de Sécurité Globale a continué ce samedi : des manifestants ont de nouveau défilé dans 90 villes pour dénoncer les violences policières et le renforcement de l'autoritarisme de l'Etat. Ils se sont joints bien souvent aux manifestations contre le chômage et la précarité prévues le même jour. Tout naturellement, tant les nouvelles lois sécuritaires n'ont pour raison d'être que la crainte qu'a le gouvernement d'une explosion de la colère sociale, qu'il veut pouvoir réprimer sans aucune contrainte légale.

OPÉRATION BLANCHIMENT

Vendredi dernier Macron s'est livré à une opération grand écart qui n'a pas convaincu les dizaines de milliers de manifestants dont beaucoup de jeunes. Ces jeunes à qui il prétendait s'adresser en se faisant interviewer en ligne sur Brut, entre autres par le journaliste Rémi Buisine, celui-là même que les flics avaient délogé à coups de bottes tandis qu'ils chassaient les migrants place de la République.

Pendant deux heures, Macron a essayé de désamorcer l'indignation suscitée par les images de tabassage des réfugiés ou du producteur de musique Michel Zeckler. Il a parlé la main sur le cœur des « violences inadmissibles » de certains policiers, a semblé découvrir l'existence des contrôles au faciès – qui sont le lot quotidien des jeunes ou moins jeunes des quartiers populaires – et même désavoué les mots de Darmanin pour lequel les policiers auraient juste « déconné ». Et de proposer un numéro vert pour ceux qui voudraient dénoncer des policiers « déconnants »

Les syndicats de police ont tout de suite crié à la trahison. Pourtant ces mots creux n'avaient qu'une fonction : blanchir le projet de loi qui vise à entraver notre liberté de contester, à renforcer les forces répressives de police et dont l'article 24, qui n'est pas encore supprimé mais juste en cours de réécriture, est taillé pour leur assurer l'impunité face à ceux qui filmeraient leurs exactions.

Pendant que de son côté Darmanin, contesté, a trouvé un dérivatif : il ne parle plus que

de cette loi, voulue par Macron, sur le « séparatisme », fraîchement rebaptisée « Loi confortant les principes républicains », destinée à cibler une partie des classes populaires bien plus qu'à lutter contre le terrorisme ! La chasse au faciès reste ouverte.

PUIS OPÉRATION DISCRÉDIT

Dès le lendemain, les manifestants ont eu un bel aperçu de cette violence... de la part de l'Etat ! Par décision du gouvernement ou du préfet de police de Paris passé maître à casser du manifestant, ou des deux, la manifestation parisienne, partie de la Porte des Lilas, était serrée de près par un nombre incalculable de gendarmes et CRS. Cet arsenal impressionnant destiné à intimider ceux qui défilaient n'a pas empêché des black blocks ou prétendus tels (quelque 400 dit la presse, mais combien de provocateurs policiers parmi eux ?) de mener des casses. Ce qui tombait à pic pour le gouvernement. Le soir même, ceux qui étaient devant leur télévision ont eu, eux aussi, leur part d'intimidation, et de félicitations pour la police qui n'aurait été là que pour protéger les manifestants des casseurs !

LA VIOLENCE, PARLONS-EN !

Mais pas un jour ne passe sans qu'un plan de licenciements ne soit annoncé chez Danone, Auchan, Elior, Latécoère..., 35 000 en tout depuis septembre selon des estimations. Malgré le plan d'aides massives à ces grands groupes capitalistes, ceux-ci ont toute liberté pour faire payer aux travailleurs la crise liée à la pandémie. L'argent magique que le gouvernement a sorti de son chapeau et qu'il a refusé aux hôpitaux publics, aux Ehpad, se rendant responsable de dizaines de milliers de morts, sert aujourd'hui à licencier en toute impunité !

C'est cela la violence de ce système économique : nous sommes « libres » d'aller pointer au chômage, les petits commerçants de mettre la clef sous la porte tandis que les capitalistes empochent les milliards. La défense de nos conditions de vie et celles de nos libertés vont de pair.

NOUVEAU CHU, DROIT DANS LE MUR

A l'heure où la crise sanitaire révèle plus que jamais les besoins criants des hôpitaux publics, le projet de construction d'un nouveau CHU poursuit la même politique de dégradation des conditions de travail et de système de santé public.

En effet, le projet suscite à raison bien des colères. Alors que la ville nantaise connaît une forte croissance démographique, le futur CHU souffre déjà des moyens humains et matériels nécessaires. Au programme, réduction du personnel soignant (-400 postes ETP) et du nombre de lits (-231). Le nouveau site est d'ailleurs quatre fois plus petit que les surfaces de l'actuel CHU et le site en chantier est situé sur une zone inondable. Pour couronner le tout, l'accessibilité sera dégradée

car le site est exigu et mal desservi par les transports en commun. Une absurdité qui risque de coûter cher : pour l'instant, la note s'élève à 1 milliard d'euros (et pas une brique de posée !). Malgré les voix contestataires, l'équipe municipale porteuse du projet s'entête et continue de cultiver l'opacité quant à la prise de décision concernant ce dossier.

Nuisible et inutile, ce projet n'est malheureusement pas un cas isolé. Ces irresponsables ne comptent pas apprendre de la crise sanitaire ou de notre fatigue, c'est leur choix de société. Ils continueront dans le même sens pour le bénéfice des cliniques privées et des bétonneurs tant qu'on ne leur opposera pas le mur de notre colère.

LYDIA VEYRAT FINALEMENT RÉGULARISÉE !

Cette Béninoise, travaille comme aide-soignante dans un Ehpad en Isère. Le préfet voulait l'expulser : pas assez insérée dans la société française... Le tribunal administratif jugeait que cette expulsion ne portait pas atteinte à sa vie privée et professionnelle. La pression de ses collègues, la pétition qui a circulé dans le monde médical et le tollé médiatique ont eu raison de ce scandale.

GRÈVE ET RASSEMBLEMENT DEVANT L'HÔTEL DIEU

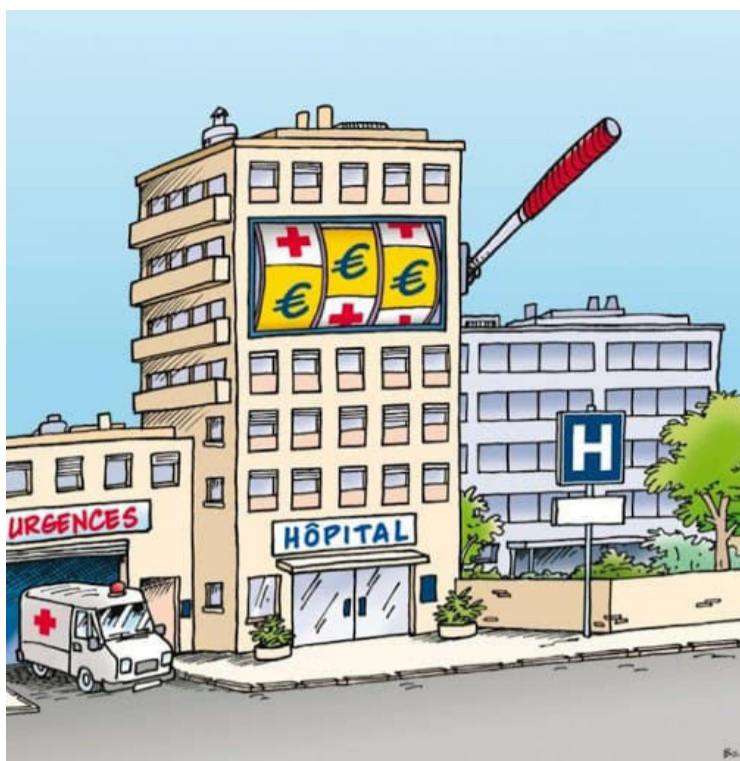
CE MARDI 8 DÉCEMBRE

À 14H15

À l'appel du syndicat la CGT, tous les travailleurs de la santé sont appelés à se mobiliser contre la dégradation des conditions de travail, la réduction du nombre de lits, la précarisation du secteur de la santé, le manque de moyens matériels et humains, les salaires indignes, etc. Les habitants sont également appelés à venir soutenir les soignants, tisser des liens et briser l'isolement sur lequel compte le gouvernement.

LES NOUVEAUX MAGICIENS : FAIRE DU PROFITS AVEC L'ARGENT DES AUTRES

En mal d'idées nouvelles pour améliorer la situation présente de l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (APHP), des experts ont trouvé une subtile solution, précisait le Canard Enchaîné du mercredi 2 décembre. Pourquoi ne pas continuer à dégrader la santé des hôpitaux mais cette fois-ci, en faisant des profits ? Voilà la belle idée soumise le 11 novembre en interne avec un magnifique Powerpoint : et si on détachait une partie des services, au hasard la cancérologie, vers le privé ? La cible ce sera des riches clients américains et chinois, soignés par des médecins qui en 5 jours pourraient rendre leur avis zélé, au lieu des six mois pour les gueux du coin sans le sou pour espérer un rendez-vous. Remarquez, à 1000 dollars la consultation, cela ressemble à une aubaine comparée au tarif Sécu du commun des mortels. Ils pourraient d'ailleurs



bénéficier d'une aile pour y être soignés, voilà de quoi faire briller « la marque APHP » vante le rapport. Une des animatrices, Claire Gervais, du Collectif Inter Hôpitaux a bien raison de dénoncer ce pillage.

Ces experts ne savent créer de l'argent privé qu'en volant l'argent public. La santé n'est pas un coût. Elle devrait être un investissement pour le bien-être de tous. Et c'est un choix de société.

VACCIN : UNE COURSE AUX PROFITS DANGEREUSE POUR LA SANTÉ

Les grandes entreprises pharmaceutiques sont dans une course effrénée, celle du profit. Le géant américain Pfizer lança le top départ avec l'annonce de son vaccin avec 90 % d'efficacité, l'opération a permis de vendre 132 000 actions du groupe et empêcher 5,6 millions de dollars. Chez Moderna, un concurrent, on annonçait 94,5 % d'efficacité seulement quelques jours après l'annonce de Pfizer. Ce dernier ayant renchérit depuis en annonçant un vaccin avec 95 % d'efficacité. Comment est-ce possible de gagner 5 % d'efficacité en même pas quelques jours ? Tout semble bon pour gonfler les actions en bourse. Tout cela témoigne du véritable objectif de ces grands groupes : faire du vaccin contre le Covid l'occasion de se faire un joli pactole.

Une méfiance grandit au sein de la population contre ce vaccin. On ne peut que la comprendre : est-ce sans danger ? A-t-il été testé comme il se doit ? D'autant plus qu'il n'y a eu aucune véritable collaboration scientifique entre les pays et ces grandes entreprises. Pas de partage des données, pas de coordination, etc. Le problème n'est donc pas la technique du vaccin en soi, elle est une avancée scientifique majeure. Loin d'un certain obscurantisme, le danger vient du fait que ces capitalistes de la santé ne sont guidés que par la soif de profits, et non la satisfaction de nos besoins sanitaires. Alors, face à ces irresponsables, seule la main mise des travailleurs sur la production et l'élaboration de ces vaccins garantira notre sécurité.

LES MATRAQUES NE NOUS CONTIENDRONT PAS

Samedi dernier, nous étions plus de 7000 à écumer les rues de Nantes pour manifester contre la politique sécuritaire du gouvernement et la promulgation de la Loi Sécurité Globale. Un chiffre légèrement en hausse une semaine après le premier acte, et ce malgré les intimidations répressives des forces de l'ordre (contrôles, arrestations et barrages) ainsi que le silence des médias qui masque, lorsqu'il ne les justifie pas, les offensives du gouvernement.

Parti de la préfecture, le cortège traversa le centre-ville, passant devant le CHU pour être finalement nassé et gazé aux portes du palais de justice sur l'île de Nantes. Ce fut une mobilisation enthousiaste portée par les chants et les slogans de la jeunesse.

Des nouveaux visages ont rejoint le rang des manifestations ces dernières semaines, témoignant aussi de la popularité du mouvement.

L'Etat ne montre les crocs que lorsqu'il se sent menacé. Il y eût 16 arrestations et de nombreux blessés à déplorer pour la seule ville de Nantes. Il est à noter que partout en France, les mobilisations furent plus sévèrement réprimées- comme s'il fallait éteindre les prémices d'un feu. Macron et Darmanin le savent : la contestation de la Loi Sécurité Globale pourrait être une brèche sociale décisive.

Alors faisons de de ces manifestations des rendez-vous privilégiés pour nous compter, échanger et nous

organiser afin de préparer la suite du combat. C'est à nous: jeunesse, travailleurs et travailleuses de la santé, chômeurs, victimes de plans sociaux,

de se saisir de la prochaine date afin de donner forme à la colère sociale et faire reculer ce gouvernement.



SALARIÉS DU NETTOYAGE EN GRÈVE

Si la crise a mis en lumière la dégradation générales des conditions de travail pour les hospitaliers, les agents d'entretien ont rappelé à l'issue d'une grève il y a quelques jours que sans eux l'hôpital ne tournait plus. Comme l'ensemble du personnel soignant, la crise a largement dégradé leurs conditions de travail en leur rajoutant des missions et en aggravant leur sous-effectif. Pourtant, pas l'ombre d'une prime Covid pour ces travailleurs !

Ainsi, à La Pitié Salpêtrière, les salariés du ménage de la société Challancin étaient en grève la semaine dernière. Ils

ont défilé le matin dans l'hôpital pour réclamer comme depuis des mois un 13e mois, les dimanches payés avec la majoration adaptée. Ils veulent aussi la même prime covid que les hospitaliers. Ils ont travaillé autant que tous les soignants mais ont été exclus des primes et des augmentations sous prétexte qu'ils travaillent pour des sous traitants. Ils veulent aussi que la direction de Challancin prenne aussi en charge le nettoyage de leur tenue de travail. Des demandes plus que légitimes qui pourraient inspirer les colères bien au-delà de La Pitié Salpêtrière.

MATERNITÉ EN GRÈVE À BORDEAUX

Mercredi 2 décembre était suspendue la grève des salariés de la maternité du CHU de Bordeaux après une semaine à s'organiser pour revendiquer des embauches supplémentaires et des augmentations de salaires. Les grévistes dénonçaient également le délabrement des locaux, le rallongement des journées de travail et le manque de matériel à disposition. Soudés et déterminés, ils ont réussi à imposer à leur

direction tout un ensemble de revendications partagées par l'ensemble du personnel de la santé. Embauches supplémentaires, titularisation des contractuels, augmentation de salaires, trois semaines de congés supplémentaires...

Il n'y a qu'en combattant leur politique d'asphyxie de l'hôpital partout où l'on est que l'on pourra arracher une amélioration de nos conditions de travail.

RETROUVEZ TOUS NOS ANTIDOTES ICI



Que voulons-nous ?

Le Npa regroupe des militants de sensibilités différentes qui luttent pour une société sans pollution, sans misère et sans guerre. Cela veut dire aujourd'hui en finir avec le capitalisme car nos vies valent plus que leurs profits. La santé n'est pas une marchandise et nous comptons rassembler toutes celles et ceux qui partagent ces objectifs. N'hésite pas à faire traîner ce tract où tu veux

qu'il soit lu et nous contacter pour préparer la riposte.

POUR NOUS SUIVRE ET NOUS CONTACTER

@NANTES.REVOLUTIONNAIRE
NPA L'ÉTINCELLE NANTES

CONVERGENCES
REVOLUTIONNAIRES!

www.convergencesrevolutionnaires.org